

La Grèce victime de l'entente entre le FMI et ses créanciers



<https://lemouvementreel.com/> 7 avril 2017 Par [Romaric Godin](#)

Le Blog de Romaric Godin sur l'Europe et l'économie

La Grèce et ses créanciers sont sur le point de trouver un « accord ». Il faudra encore faire des économies, cette fois à

hauteur de 2 % du PIB. Athènes est encore une fois sacrifiée sur l'autel des intérêts de ses créanciers et de la fiction du « succès des réformes ». Une fuite en avant inquiétante.

Ce vendredi 7 avril au matin, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, toujours en place en dépit de ses provocations depuis quelques jours, se disait de « *bonne humeur* » sur l'issue de la énième « réunion décisive » du conseil des ministres des finances de la zone euro. Voici donc où en est réduit la Grèce : voir son sort dépendre de « l'humeur » d'un responsable largement discrédité dans son pays (où son parti a vu son électorat divisé par cinq) et au niveau européen (le parlement européen l'a déclaré *persona non grata* mardi après un refus de se présenter devant les élus). Et, pour s'assurer ses faveurs, demander que l'on oublie ses insultes, comme l'a fait le ministre grec des Finances Euclide Tsakalotos qui a affirmé vouloir passer l'éponge sur les [déclarations injurieuses récentes de Jeroen Dijsselbloem](#).

Prétexte

La Grèce est plus que jamais dans l'attente de la conclusion de la « seconde revue » de son « troisième programme ». Cette « revue » n'est, en réalité, qu'un prétexte. Le vrai enjeu se situe ailleurs : dans les mesures futures qui feront entrer le FMI dans ce troisième programme. L'institution de Washington s'y est longtemps refusée, affirmant non sans raison, que la dette grecque était insoutenable à son niveau actuel (174 % du PIB) et qu'elle était une entrave au développement du pays. Le FMI tentait également ainsi de ne pas reproduire les erreurs de 2010 où il avait ignoré les mises en garde de ses propres équipes et où ses règles internes avaient été ignorées et modifiées à dessein. Mais l'Allemagne a toujours insisté pour que le FMI s'implique dans ce troisième programme. Angela Merkel a reçu en mars Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds, et, depuis, la présence du FMI semble acquise. Mais le prix de cette présence est élevé, et il sera porté par la Grèce. Et c'est bien le niveau de ce prix qui est actuellement en discussion.

Le FMI comme « père fouettard »

Le FMI accepterait donc de fermer les yeux sur l'insoutenabilité de la dette publique hellénique, mais, pour assurer cette « soutenabilité » au moins sur le plan théorique, il exige logiquement que la Grèce dégage pendant longtemps des excédents primaires élevés et qu'elle réduise un de ses principaux postes de dépenses : les retraites. Toute la question des discussions actuelles est donc de faire accepter au gouvernement d'Alexis Tsipras une nouvelle réforme des retraites, après celle qui est entrée en vigueur cette année. Une « réforme » qui se concentre sur un seul point : celui de la baisse des dépenses, jugées trop élevées par le FMI.

Les exigences du FMI ont plusieurs fois fait échouer les négociations et provoqué cette semaine la colère d'Alexis Tsipras. Mais elles ne sont que les conséquences de la position initiales des créanciers européens : celle de vouloir et la présence du FMI et l'absence de coupe dans le stock de dettes publiques qu'ils détiennent. Dès lors que le FMI accepte – pour des raisons apparemment

politique – de rejoindre le programme, il devient le « père fouettard » de la Grèce. C'est évidemment ce que les créanciers européens attendent de lui. En maintenant dès la signature du mémorandum en août 2015 une position ambiguë sur le FMI, ces derniers se sont préservés les moyens d'utiliser le FMI à l'avenir pour faire pression sur la Grèce.

Athènes n'a pas le choix

Un accord semble désormais en vue, même si Jeroen Dijsselbloem a indiqué qu'il n'aura pas lieu lors de cet Eurogroupe du 7 avril. Les mines soulagées à Athènes et à La Valette (où se tient l'Eurogroupe) ne doivent pas tromper : le gouvernement grec n'a aucun choix alternatif. Il doit rembourser en juillet 2 milliards d'euros de dettes détenus par des investisseurs privés et 4 milliards d'euros à la BCE. Il ne peut faire face à ses engagements. Et comme Alexis Tsipras ne dispose d'aucune volonté désormais d'engager un rapport de force, il va devoir céder, moyennant quelques menues concessions, l'essentiel. C'est du reste ce qui s'est passé depuis l'été 2015 puisque ce troisième programme n'a cessé de se durcir.

Facture salée

La facture cette fois s'annonce cependant sévère : il s'agira de réaliser 3,6 milliards d'euros d'économie après la fin du programme prévu en 2018. Le système des retraites sera mis à contribution en 2019 avec des économies de 1 % du PIB. Puis en 2020, il faudra relever l'impôt sur le revenu pour qu'il rapporte encore 1 % du PIB de plus. Les créanciers et le FMI se lamentent souvent sur le poids des pensions dans la dépense publique grecque. Il est réel, puisque la Grèce consacre 17,1 % de son PIB aux retraites, selon Eurostat, contre une moyenne de 13,5 % du PIB pour la zone euro. Mais ce phénomène est lié au fait que le reste des transferts sociaux sont plus faibles. L'ensemble des dépenses sociales s'élèvent à 26 % du PIB contre 29,5 % dans le reste de la zone euro. Le tout avec une situation sociale critique. Les pensions sont donc souvent utilisées pour jouer un rôle redistributif dans les familles. Elles ont, du reste, été déjà lourdement frappées par les économies.

Politiquement suicidaire pour Syriza

Politiquement, cette décision est un acte suicidaire de plus pour Syriza qui accuse déjà dans les sondages un retard de 19 points sur le parti conservateur Nouvelle Démocratie. Le montant des retraites était une « ligne rouge » du parti qu'il avait, bon gré mal gré, tenté de maintenir dans son projet de réformes de 2016. Ce projet avait, du reste, eu également un coût : celui d'une baisse automatique des dépenses publiques en cas de déviation de l'objectif budgétaire d'un excédent hors service de la dette de 3,5 % du PIB en 2018. Bref, la capacité de résistance d'Alexis Tsipras, sur laquelle il a fondé sa stratégie, n'a pas prouvé son efficacité. Mais il est vrai qu'il n'a guère de moyen de pression réel.

Persister dans l'échec

Economiquement, l'arrivée du FMI et ces nouvelles mesures traduisent une fuite en avant dans l'échec. Le refus des créanciers européens de reconnaître l'échec patent de leur politique grecque, leur insistance à appeler « réforme » des mesures d'austérité et leur capacité à entraîner le FMI dans leur folie sont autant de signes extrêmement inquiétants pour l'avenir de la Grèce. Ce pays est plus que jamais soumis à un « péonage de la dette » où elle doit, dans des conditions dantesques, produire de la richesse pour la transférer à ses créanciers. C'est la meilleure façon de rendre la dette grecque encore plus insoutenable en détournant les investissements de ce pays. Et de tromper, au passage, les contribuables européens à qui l'on fait croire l'impossible : celui d'un remboursement de la dette grecque.

Romarc Godin